

Unité départementale du Littoral
Rue du pont de pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Gravelines, le 11/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



FLAMME ASSAINISSEMENT

Rue de la Chapelle
59940 ESTAIRES

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\FLAMME
ASSAINISSEMENT_Estaires_070.02861\2_Inspections\2022 04 05\

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2022 dans l'établissement FLAMME ASSAINISSEMENT implanté Rue de la Chapelle 59940 ESTAIRES. L'inspection a été annoncée le 07/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle 2022 de la DREAL Hauts-de-France.

Elle a porté sur le contrôle de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 octobre 2001. Un retour a également été réalisé sur les observations de la dernière inspection en date du 26 septembre 2018.

Elle a été complétée par une visite des installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLAMME ASSAINISSEMENT
- Rue de la Chapelle 59940 ESTAIRES
- Code AIOT dans GUN : 0007002861
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société FLAMME ASSAINISSEMENT exploite un centre de transit et de regroupement de déchets dangereux et non dangereux situé sur le territoire de la commune d'ESTAIRES. Elle est spécialisée dans les activités de vidange, pompage, curage et nettoyage de fosses ou de canalisations, débouchage, nettoyage industriel et balayage de voiries. Elle intervient auprès des industriels, des collectivités et des particuliers.

Les installations comprennent :

- un hangar abritant les activités d'entretien des camions d'assainissement et une zone de parking ;
- un quai de curage où les citernes ayant contenu des graisses et des résidus de balayage sont nettoyées et vidangées dans une fosse de décantation. La phase solide part en décharge ou valorisation et la phase liquide en station d'épuration après déshuilage et débouage. Cette zone est réservée aux déchets non dangereux ;
- une aire de lavage des véhicules ayant contenu des déchets non dangereux, sur dalle étanche. Les eaux partent en station d'épuration après déshuilage et débouage ;
- une zone de regroupement de graisses stockées en cuve sur rétention étanche ;
- un hangar où sont regroupés les déchets dangereux (essentiellement des eaux hydrocarburées en provenance de déshuileurs) et les eaux de curage des véhicules les ayant transportés. Les liquides sont stockés en cuves et isocontainers dans une rétention étanche. Le hangar abrite également une installation mobile de déshydratation des boues de matières de vidange et graisses, par floculation. Elle est utilisée sur des matières non dangereuses. Les boues sont regroupées sur place dans une cuve avant évacuation et les eaux partent en station d'épuration ;
- une station de distribution de carburant.

Le site est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 11 octobre 2001. En 2020, il a fait l'objet d'un changement de dénomination. L'ancien nom était DETRE ASSAINISSEMENT.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle de certains articles de l'arrêté préfectoral d'autorisation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Objet de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 1.1	/	Sans objet
Modalités de stockage et traitement	Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 5.1	/	Sans objet
Bilan de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 9	/	Sans objet
Limitation des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 11.1	/	Sans objet
Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 12.4	/	Sans objet
Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 13.2	/	Sans objet
Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 15	/	Sans objet
Valeurs limites de rejets	Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 16.6	/	Sans objet
Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 18	/	Sans objet
Bruits et vibrations	Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 21.4	/	Sans objet
Mesures de protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 27.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés ne nécessitent pas la mise en oeuvre de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Objet de l'autorisation
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Activités autorisées
<p>Prescription contrôlée : Suite au décret 2010-369 du 13 avril 2010 qui a modifié certaines rubriques concernant le traitement des déchets de la nomenclature des installations classées, l'exploitant s'est positionné sur les nouvelles rubriques par courrier du 5 janvier 2011. Les rubriques et les quantités ont été prises en compte lors de l'inspection du 12 octobre 2012 et actées dans le rapport. Suite à l'inspection, FLAMME ASAINISSEMENT a demandé par courrier du 2 janvier 2013 la modification de certaines quantités : la rubrique 2718 baisse de 40 à 19 t, la 2795 baisse de 25 à 20 m³/j et la 2716 augmente de 170 à 200 m³. Ce reclassement a été confirmé par l'exploitant par un courrier de demande de bénéfice des droits acquis en date du 23 mai 2016.</p> <p>Rubriques principales :</p> <p>- 2718-1: Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719 et 2793.</p> <p>1) La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t</p> <p>La capacité de stockage est de 19 t -> Autorisation</p> <p>- 2795-a : Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10 ou de déchets dangereux.</p> <p>La quantité d'eau mise en œuvre étant supérieure ou égale à 20 m³/j -> Autorisation</p> <p>Observation : le lavage des citernes ne figure pas dans l'arrêté d'autorisation du 11 octobre 2011. Il a été ajouté lors du bilan administratif réalisé suite à l'inspection du 12 octobre 2012. Le site n'est a priori concerné qu'au titre du rinçage des citernes ayant contenu des eaux hydrocarbonées en provenance de déshuileurs.</p> <p>- 2716-2 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1000 m³.</p> <p>La capacité de stockage est de 200 m³ : Quai de curage + zone d'égouttage -> déclaration</p> <p>- 2791-2 : Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.</p> <p>La quantité de déchets traités étant inférieure à 10t/j : Installation mobile de traitement physico-chimique de graisses et boues de matières de vidange. (Camion de floculation) - La quantité de déchets traitée est inférieure à 10 t/j -> déclaration</p> <p>Constats : - 2718-1 : l'établissement regroupe et assure le transit d'eau hydrocarbonée provenant du curage des déshuileurs. Cette activité a augmenté et afin d'optimiser les évacuations vers ATHALYS, en Seine-Maritime, qui assure le retraitement, la cuve de stockage de 19 m³ a été remplacée par une cuve de 23 m³. Il est également stocké quelques cuves IBC de 1 m³ contenant des eaux polluées par des hydrocarbures qui proviennent d'opération d'assainissement suite à des épandages sur des sites industriels ou à des curages de cuves.</p> <p>- 2795-a : le rinçage des citernes est réalisé au niveau du quai de curage. L'eau décante et les boues après égouttage sont évacuées vers le site BAUDELET Blaringhem. L'eau en excédent passe par un déshuileur-débourbeur et est dirigée vers une STEP.</p>

Vu lors de l'inspection : les eaux de rinçage sont très inférieures à 20 m³/j. Les rejets totaux d'effluents vers la STEP ont été respectivement en janvier, février et mars 2022 de 27 m³, 27 m³ et 40 m³.

- 2716-2 : les déchets non-dangereux sont des boues de curage de réseau d'assainissement qui transitent pas le quai de curage où elles sont décantées et évacuées vers le site BAUDELET Blaringhem. Le site a également une cuve de regroupement de boues de fosse septiques évacuées en STEP et une cuve de graisses alimentaires qui partent en compostage chez AGRI COMPOST. Le volume total est d'environ 200 m³.

- 2791-2 : le site possède un camion de floculation destiné à déshydrater les graisses et boues de matières de vidange. L'activité est réalisée principalement en dehors du site chez les industriels et les particuliers. L'eau est remise en fosse sur place. Les graisses partent en compostage et les boues vers des filières appropriées.

Observations : L'exploitant transmettra à monsieur le préfet du Nord un porter à connaissance concernant l'augmentation du volume de stockage de déchets dangereux relevant de la rubrique 2718-1 : cuve de 23 m³ de mélange d'eau et d'hydrocarbure, plus les IBC d'eau souillée par des produits pétroliers. Par courrier du 23 mai 2016, l'établissement avait mentionné une capacité de stockage de 19 tonnes.

Le seuil de l'autorisation pour la rubrique 2718-1 est d'une tonne et l'augmentation du volume stocké est supérieure à ce seuil. Il est donc nécessaire de joindre au porter à connaissance un Cerfa n° 14734 "Demande d'examen préalable à la réalisation d'une étude d'impact".

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modalités de stockage et traitement
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Regroupement de déchets
<p>Prescription contrôlée : La partie solide des résidus urbains de balayage est stockée dans 2 bennes de 12 m³. La partie liquide est rejetée au réseau urbain après traitement.</p> <p>La partie solide des résidus de graisses de restauration est stockée dans une cuve aérienne de 25 m³. La partie liquide est rejetée au réseau urbain après traitement.</p> <p>Les eaux de lavage des citernes ayant contenues des déchets industriels spéciaux sont stockées dans 2 cuves de 25 m³. Ces cuves et le quai de curage sont implantés dans un bâtiment en rétention.</p> <p>La durée maximale de présence des déchets sur le site est de 2 mois.</p>
<p>Constats : - Les seuls déchets regroupés sur le site sont : les résidus de balayage, les boues et graisses d'assainissement et les eaux chargées d'hydrocarbures provenant des déshuileurs. Les quantités sont très restreintes. Elles se limitent à regrouper des petits lots de quelques tonnes jusqu'à avoir le volume d'un camion afin d'optimiser les déplacements.</p> <p>- <i>La partie solide des résidus urbains de balayage est stockée dans 2 bennes de 12 m³. La partie liquide est rejetée au réseau urbain après traitement.</i></p> <p>-> Les résidus urbains sont vidés dans un quai de curage d'une capacité de 90 m³. Ils y sont décantés. Les eaux sont évacuées vers la station d'épuration locale après passage dans un déshuileur-débourbeur. Les résidus solides sont égouttés sur une dalle béton. L'exploitant n'utilise plus de bennes pour l'égouttage. Les eaux sont dirigées vers le bassin de curage. Les déchets solides sont régulièrement évacués vers le site de BAUDELET à BLARINGHEM.</p> <p>- <i>La partie solide des résidus de graisses de restauration est stockée dans une cuve aérienne de 25 m³. La partie liquide est rejetée au réseau urbain après traitement.</i></p> <p>-> La cuve de 25 m³ a été remplacée par une cuve de 7 m³. Les graisses ne sont plus décantées, mais déshydratées par une unité de floculation mobile. Celle-ci a fait l'objet d'un porter à connaissance par courrier du 23 décembre 2010. Ces déchets sont classés non-dangereux et compostés.</p> <p>- <i>Les eaux de lavage des citernes ayant contenues des déchets industriels spéciaux sont stockées dans 2 cuves de 25 m³. Ces cuves et le quai de curage sont implantés dans un bâtiment en rétention.</i></p> <p>-> Ces déchets sont classés dangereux. Il s'agit essentiellement d'eau contenant des hydrocarbures en provenance de déshuileurs. Le quai de curage des citernes, ainsi que les citernes sont situés dans un bâtiment fermé. La citerne fait désormais 23 m³ pour optimiser les regroupements. Elle est complétée par quelques conteneurs de 1 m³ contenant des eaux polluées par des hydrocarbures. Les citernes sont dans une rétention étanche de 40 m³.</p> <p>- <i>La durée maximale de présence des déchets sur le site est de 2 mois.</i></p> <p>->Point non vérifié, mais la plupart des déchets sont en citernes et ne sont pas susceptibles d'évoluer de façon à produire des nuisances. De plus, il a été constaté un faible volume de déchets stockés sur le site (pas d'accumulation importante).</p>
<p>Observations : Observation de l'inspection précédente du 26/09/2018 : lors des regroupements, il faut veiller à la cohérence des codes déchets des éléments constituant le lot, avec le code déchet attribué au lot final.</p> <p>-> L'exploitant veille désormais à la cohérence des codes déchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bilan de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Bilan annuel
Prescription contrôlée : L'exploitant établira chaque année pour le 31 janvier de l'année suivante, un bilan de fonctionnement de son centre. Ce bilan fera apparaître, les quantités de déchets reçus et sortis, en fonction de leur nature, leur origine et leur destination. Ce bilan doit également exposer les résultats des moyens de surveillance de l'environnement (analyses, mesures...) effectués en application des dispositions du présent arrêté, les éventuels incidents. Ce bilan est transmis à monsieur le préfet, accompagné des commentaires nécessaires.
Constats : Au jour de l'inspection, le bilan 2021 n'avait pas été établi. Il a été transmis suite à la visite par mail du 06/04/2022. Le bilan comporte les éléments attendus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Limitation des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 11.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine de l'approvisionnement en eau
Prescription contrôlée : L'eau utilisée pour les activités du site provient : - du réseau de distribution à hauteur de 800 m ³ / an maxi, - des eaux pluviales de toiture qui sont récupérées dans une fosse de 50 m ³ .
Constats : - le site n'a consommé que 127 m ³ en 2021 (déclaration GERE) principalement à usage sanitaire, - l'eau de remplissage des camions de curage et l'eau de lavage des citernes et véhicules provient essentiellement des eaux de toiture récupérées et de l'eau pluviale en surplus dans le bassin de rétention des eaux incendie. - l'exploitant utilise également l'eau des curages pour l'utiliser d'un client vers l'autre lors des tournées journalières des camions, d'où la faible consommation d'eau de ville.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions accidentelles
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 12.4
Thème(s) : Risques accidentels, Cuvettes de rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>12.4 – Cuvettes de rétention</p> <p>12.4.1 – Tout stockage d'un déchet ou d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris en fût, doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>12.4.2 – Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.</p> <p>12.4.3 – L'étanchéité du (ou des) réservoir associé(s) à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>12.4.4 – Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.</p> <p>12.4.5 – Les cuvettes de rétention doivent être correctement entretenues et débarrassées, en tant que de besoin, des écoulements et eaux pluviales de façon que le volume disponible soit à tout moment au moins égal aux conditions ci-avant. Une séparation physique doit être établie entre les cuvettes de rétention des cuves contenant des déchets ne pouvant être mélangés.</p> <p>12.4.6 – Les cuves sont aménagées et positionnées de façon à assurer un transvasement correct et une vidange complète des véhicules.</p> <p>12.4.7 - Les dispositifs de mesure de niveau équipent les cuves de déchets liquides. Les matériaux des cuves sont adaptés aux déchets qui y sont stockés et leur forme permet le nettoyage.</p> <p>Les cuves ont une affectation précise et sont clairement identifiées.</p> <p>12.4.8 – Il n'y a pas de stationnement de citernes mobiles pleines sur le site en dehors du hangar de lavage des citernes DIS qui doit être doté d'une rétention d'un volume suffisant pour recueillir tous les liquides contenus dans les citernes qui y sont stationnées.</p> <p>12.4.9 – Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes ainsi que les aires d'exploitation et de circulation doivent être étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers des rétentions d'un volume minimal suffisant pour recueillir tout écoulement.</p> <p>L'exploitant prend toutes dispositions pour que le centre soit propre et que les roues et bas de caisse des camions entrant et quittant le centre soient propres.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que les véhicules arrivant dans l'installation sont conçus pour vider entièrement le contenu, et vérifier que le déchargement du véhicule est effectué complètement.</p> <p>Le nettoyage des véhicules s'effectue sur les aires affectées à cet effet, selon les modalités du présent arrêté, en distinguant les véhicules déchets urbains et DIS.</p> <p>Constats : 12.4.1 - Les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols présents sur le site sont stockés sur rétention, y compris les liquides d'entretien des véhicules utilisés dans le garage. Un fût d'AD BLUE était toutefois hors rétention au niveau de la station de distribution de gazole.</p> <p>12.4.2 - Les rétentions sont étanches et résistent à l'action des fluides stockés qui ne sont pas très corrosifs.</p>

12.4.3 - Les cuvettes sont vides. La cuve de gasoil double enveloppe est équipée d'une alarme de détection de fuite.

12.4.4 - Pas de produits incompatibles.

12.4.5 - Les cuvettes sont vides.

12.4.6 - RAS

12.4.7 - Non vérifié en ce qui concerne les dispositifs de mesure de niveau. Les cuves sont identifiées et affectées à un seul produit.

12.4.8 - Le jour de l'inspection, il n'y avait pas de véhicules plein stationnés sur le site. La quasi totalité des opérations de curage et d'assainissement sont réalisées à l'extérieur. Le hangar DIS est en rétention avec un puisard de récupération des eaux indépendant des autres réseaux.

12.4.9 : l'aire de vidange et nettoyage des citernes est en pente vers le quai de curage. Les égouttures de la station de ravitaillement en gasoil passent par un déshuileur-débourbeur, ainsi que les eaux du quai de curage. Une vanne d'isolement est installée en sortie. Les eaux partent vers une STEP.

La propreté du site est très correcte.

Les déchets sont amenés par les camions d'assainissement DETRE qui sont conçus pour être vidés totalement.

Le site a une aire de nettoyage extérieure pour les citernes ayant contenu des déchets non-dangereux et une aire sous un hangar pour les déchets dangereux.

Observations : Un fût d'AB Blue d'environ 200 l est stocké hors rétention dans le bâtiment situé au niveau de la station de ravitaillement en gasoil.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 13.2
Thème(s) : Risques accidentels, Bassins de confinement
Prescription contrôlée : 13.2 – Bassins de confinement L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans un bassin de confinement. Le volume minimal de ce bassin est de 240 m ³ . Les eaux doivent s'écouler dans ce bassin par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : Le site dispose d'un bassin de confinement en bon état. Il est alimenté par débordement après isolement des évacuations vers le réseau pluvial. Il y a également un dispositif d'isolement, des eaux destinées à la STEP, en sortie du déshuileur-débourbeur qui recueille les eaux du bassin de curage, de la station gasoil et de la zone de nettoyage des citernes.
Observations : Le repérage au sol de l'emplacement de la vanne d'isolement des eaux pluviales est difficilement visible et aurait besoin d'être repeint.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Définition des rejets
Prescription contrôlée : 15 – Définition des rejets Les effluents comprennent : <ul style="list-style-type: none">• les eaux pluviales de toiture non polluées qui sont récupérées dans une fosse de 50 m³ pour réutilisation ;• les eaux polluées provenant du nettoyage des citernes routières ayant contenu des DIS qui sont récupérées dans 2 cuves de 25 m³ et traitées à l'extérieur comme déchets dans une installation adaptée dûment autorisée ;• les eaux pluviales ayant ruisselé sur les aires de circulation qui sont rejetées au réseau communal après traitement : rejet A ;• les eaux de nettoyage des véhicules ayant contenu des résidus urbains et les eaux provenant du traitement des résidus urbains (graisses de restauration et balayages) qui sont rejetées au réseau communal après traitement : rejet B ;• les eaux domestiques qui sont rejetées au réseau communal : rejet C. Les 3 points de rejet A, B, C doivent être clairement identifiés sur le site.
Constats : - Les eaux de toitures sont récupérées et utilisées pour le remplissage des camions d'assainissement au départ du site, ainsi que les eaux pluviales en excès du bassin de rétention - Les eaux polluées provenant du nettoyage des citernes ayant contenu des déchets dangereux sont récupérées dans des réservoirs sur rétention et éliminées par une filière appropriée - Les eaux pluviales ayant ruisselé sur les chaussées transitent par un séparateur et sont rejetées au réseau pluviale communal. Ce réseau est équipé d'une vanne d'isolement. - Les eaux de rinçage des citernes de nettoyage des réseaux urbains sont rejetées à la STEP après décantation dans le bassin de curage et passage dans un séparateur. Ce réseau est équipé d'un dispositif d'isolement. - Les eaux domestiques sont dirigées vers la STEP communale
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 16.6
Thème(s) : Risques chroniques, Autres rejets
Prescription contrôlée : 16.6 – Autres rejets Les rejets autres que les rejets domestiques doivent respecter les valeurs maximales reprises dans le tableau à la page 17 bis. Le raccordement doit être autorisé par la collectivité à laquelle appartient le réseau public, en application de l'article L 35-8 du code de la santé publique. Une convention fixant les conditions administratives, techniques et financières de raccordement doit être établie. Elle fixe les conditions de surveillance du fonctionnement de la station d'épuration collective recevant l'effluent industriel et notamment le rendement de l'épuration entre l'entrée et la sortie de la station.
Constats : Cf l'article 18 pour le suivi des VLE. Une convention de rejet a été conclue avec le gestionnaire de la STEP (NOREADE) le 02/01/17. Elle est valide sans limitation de durée. Une surveillance continue, mensuelle (DCO, DBO5, MES, N, Ph,,), trimestrielle ou annuelle des rejets est demandée en fonction des paramètres. Les VLE sont pour certains paramètres plus basses que celles de l'arrêté préfectoral (MES, DCO, DBO5). Des pénalités financières sont prévues en cas de dépassement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets
Prescription contrôlée : 18 – Surveillance des rejets L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après : Rejets B : <ul style="list-style-type: none">- pH : Hebdomadaire- MES : Trimestrielle- DCO : Trimestrielle- HC : Trimestrielle- MEX : Trimestrielle Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés. L'exploitant doit disposer d'appareils mobiles permettant de vérifier rapidement la conformité des rejets avec le présent arrêté. L'exploitant doit faire procéder au moins une fois par an aux prélèvements, mesures et analyses demandées dans le cadre de l'autosurveillance par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement).
Constats : FLAMME saisit les résultats des analyses sous GIDAF. Les analyses sont toutes faites par le laboratoire SOCOR qui est COFRAC. Sur 2021, il y a eu quelques dépassements sur certains paramètres différents en fonction des analyses. Les volumes rejetés sont très faibles : 105 m ³ au total au jour de l'inspection pour 2022 (27 en janvier, 27 en février et 40 en mars). Vu sur le totalisateur du rejet. En moyenne les flux journaliers sont respectés. Le volume de rejet journalier est fréquemment en dépassement, mais la moyenne mensuelle reste inférieure à la VLE de 4 m ³ /j. Le volume demandé lors de l'autorisation initiale semble trop faible, car il correspond à peine à la vidange d'un camion. Lors de l'inspection, un seul camion a été vidé au niveau du quai de curage. Vu le bon de pesée : 5,7 t estimé par le chauffeur à 30% de solide, soit environ 4 m ³ d'eau. Les véhicules reviennent avec peu d'eau sur le site. L'eau est utilisée au maximum chez les clients pour le curage. De plus certains véhicules restent à demeure chez le client (cas des gros contrats industriels).
Observations : Les VLE imposées par la convention de rejet sont inférieures aux VLE de l'arrêté d'autorisation et les dépassements entraînent le paiement de pénalités. La mise en place d'un prétraitement des eaux du quai de curage est donc envisagé. L'exploitant a pris des contacts avec des sociétés de traitement, mais n'a, pour l'instant, rien conclu en raison des coûts vis-à-vis des volumes à traiter.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bruits et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 21.4
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux sonores
Prescription contrôlée : 21.6 – Mesures périodiques des niveaux acoustiques L'exploitant fait réaliser, au moins tous les 5 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifiés choisi après accord de l'inspection des installations classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. La première mesure doit intervenir au plus tard un an après la mise en service.
Constats : Les niveaux sonores ont été vérifiés par DEKRA le 21/09/2020. Rapport du 23/09/2020. Ils sont conformes à l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesures de protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 27.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours
Prescription contrôlée : Les sapeurs pompiers doivent trouver sur place 120 m ³ d'eau à raison de 60 m ³ /h durant 2 heures. Les poteaux doivent se trouver à moins de 200 m des risques à défendre.
Constats : Un poteau incendie public se trouve à proximité de l'entrée du site.
Observations : L'exploitant se rapprochera du gestionnaire de réseau afin de vérifier le débit du poteau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet